

**EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE**

550 95 000963 / MAO
Reboute.

N° Répertoire Général :
30702/98

COUR D'APPEL DE PARIS

22ème Chambre, section A

ARRET DU 23 FEVRIER 2000

(N° 7 , 6 pages)

AIDE JURIDICTIONNELLE :

Admission du
au profit de

Sur appel d'un jugement du Conseil
de Prud'hommes de PARIS
Section Encadrement du 17/10/1997
N°11461/96

CONFIRMATION

CONTRADICTOIRE

PARTIES EN CAUSE

1°) Monsieur Raymond HEHN
12 Place Lachambaudie
75012 PARIS

APPELANT
Comparant
assisté de Me RODRIGUE
substituant Me LEPANY
Avocat à la Cour W 06

2°) SNCF
88 Rue Saint Lazare
75008 PARIS

INTIMEE
représentée par Me BERTIN
Avocat à la Cour R 077

COMPOSITION DE LA COUR : Statuant en
tant que Chambre Sociale

Lors des débats et du délibéré :

Président : Mme PERONY
Conseillers : M. CLAVIERE-SCHIELE
: Mme FROMENT

GREFFIER : Mme ROL

DEBATS : A l'audience publique du 1e
décembre 1999

ARRET : Contradictoire - prononcé
publiquement par Madame PERONY
Président, laquelle a signé la minute
avec Madame ROL, Greffier.

1ère page

u EP
2

I. Saisine.

1. Raymond HEHN est régulièrement appelant du jugement, prononcé par le Conseil de prud'hommes de Paris le 17 octobre 1997, qui l'a débouté de ses demandes à l'encontre de la S.N.C.F en réintégration et paiement d'indemnité de rupture et pour licenciement sans cause réelle et sérieuse.

Il sollicite l'infirmer du jugement et la condamnation de la S.N.C.F à lui payer :

- 63.972,78 francs de préavis,
- 92.405,12 francs d'indemnité de licenciement,
- 21.324,26 francs d'indemnité pour non respect de la procédure de licenciement,
- 292.134,26 francs d'indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse,
- 10.000,00 francs en application de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile.

2. La Société Nationale des Chemins de Fer Français -ci-après la S.N.C.F- sollicite la confirmation du jugement et la condamnation de Raymond HEHN à lui payer 20.000 francs en application de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile.

II. Les faits et la procédure.

Raymond HEHN, au service de la SNCF depuis le 3 octobre 1966, occupait en dernier la position de "cadre équipement de direction" lorsqu'il a reçu le 1er février 1995, la notification de la cessation de ses fonctions avec "droit à pension normale", il était alors âgé de 55 ans.

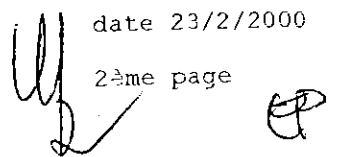
Estimant avoir été irrégulièrement mis à la retraite, il a saisi le Bureau de conciliation du Conseil

RG n° 30702/98

Ch. 22ème A

date 23/2/2000

2ème page



de prud'hommes le 19 août 1996.

Vu les conclusions déposées à l'audience par chacune des parties, régulièrement visées et développées oralement.

LA COUR,

Considérant que Raymond HEHN, soutenant que les dispositions relatives à la mise à la retraite des agents de la SNCF ne sont pas régulières, invoque qu'elles ne pouvaient déroger aux dispositions d'ordre public des l'articles L.122-14-12 et L.122-14-13 du Code du travail, selon lesquelles lorsque les conditions de la mise à la retraite précisées audit article L.122-14-13 ne sont pas remplies la rupture du contrat de travail par l'employeur constitue un licenciement, et qu'en l'espèce il s'agissait d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse.

Considérant que la SNCF oppose que la loi du 30 juillet 1987, dont sont issus les articles L.122-14-12 et L.122-14-13 susvisés, n'est pas applicable aux entreprises publiques soumises à des dispositions législatives et réglementaires spéciales en matière de mise à la retraite; elle conteste que les dispositions du statut de son personnel relatives à la mise à la retraite et les textes réglementaires dont elles sont issues soient entachés de quelconque vice en affectant la validité.

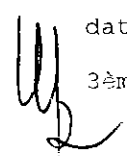

Considérant qu'en premier Raymond HEHN soutient à l'appui de sa position que le règlement PS 15 (art. 10.b) de la SNCF, en ce qu'il permet à la société nationale de mettre d'office à la retraite tout agent qui remplit les conditions d'âge et de durée définies au règlement de la SNCF, ne peut lui être opposé, en ce que le décret n°54-24 du 9 janvier 1954, pris en vertu de la loi du 21 juillet 1903 relative aux conditions de retraite du personnel des grands réseaux ferrés, et prévoyant la mise à la retraite d'office à l'âge de 55 ans après 25 ans de service, ne peut recevoir application faute, d'avoir été régulièrement pris dans un délai prévu à la loi du 11 juillet 1953, portant redressement financier.

RG n° 30702/98

Ch. 22ème A

date 23/2/2000

3ème page

Considérant que la SNCF oppose que le Conseil d'Etat s'est prononcé sur la légalité du décret n°54-24 du 9 janvier 1954 et des textes relatifs à la retraite des agents de la SNCF et que les juges judiciaires reconnaissent l'autorité absolue de choses jugées aux décisions des juridictions administratives statuant sur la légalité d'un acte administratif.

Considérant que le Conseil d'Etat ayant été saisi à la suite d'un jugement de sursis à statuer prononcé par le Conseil de prud'hommes de Paris, a, par décision du 22 février 1989, rejeté une requête en annulation de l'article 3 du statut des relations collectives entre la SNCF et son personnel relatif à la mise à la retraite, que cette décision a été prise au visa du décret n°54-24 du 9 janvier 1954.

Considérant que si les décisions d'annulation d'un acte administratif prononcées par les juridictions administratives sur recours pour excès de pouvoirs sont revêtues de l'autorité absolue de chose jugée, et si les décisions d'annulation sur question préjudicielle s'imposent aux juges judiciaires, tel n'est pas le cas en l'espèce, l'exception d'illégalité ayant été rejetée.

Mais considérant que Raymond HEHN, qui n'invite pas la Cour à surseoir à statuer en attendant qu'il soit à nouveau jugé par la juridiction administrative de la régularité du règlement de retraite du personnel de la SNCF, et qui ne s'explique pas sur le précédent arrêt du Conseil d'Etat au regard de ses critiques à l'encontre du décret n°54-24 du 9 janvier 1954, ne présente pas une contestation sérieuse de la légalité du règlement de retraite et du statut des relations collectives entre la SNCF et son personnel.

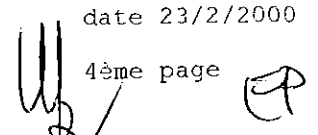
Considérant par ailleurs que c'est à tort que Raymond HEHN, s'appuyant, nonobstant ses critiques, sur ce même décret n°54-24 du 9 janvier 1954, invoque qu'il ne pouvait, selon l'article 3 de ce décret, être mis à la retraite d'office qu'à l'âge de 60 ans, parce que le statut des relations collectives entre la SNCF et son personnel en prévoyant, au chapitre 7 article 3, les cas de mise à la retraite, par renvoi au règlement de retraite, ne pouvait viser que soit la retraite à la demande de l'agent, soit l'admission prononcée obligatoirement d'office à 60 ans, conformément à l'article 3 du décret susvisé ; qu'en effet rien

RG n° 30702/98

Ch. 22ème A

date 23/2/2000

4ème page



n'autorise une telle restriction alors que le règlement de retrait, auquel il est expressément renvoyé par le statut, prévoit également, en vertu de l'article 2 de ce même décret n°54-24 du 9 janvier 1954, la possibilité de la mise à la retraite prononcée par la SNCF dès 55 ans à conditions d'avoir 25 ans de service.

Considérant que c'est en vain que Raymond HEHN invoque l'absence d'approbation ministérielle des P.S. 10 et P.S. 15, alors que ces textes d'application interne ne font que reprendre les dispositions du règlement de retraite et du statut des relations collectives entre la SNCF et son personnel régulièrement approuvés.

Considérant que ces textes d'application du statut et du règlement de retraite, lequel est le corollaire de ce statut en raison de l'autonomie du régime de la retraite légale à la SNCF, ne sauraient être qualifiés de règlements intérieurs au sens des articles L.122-33 et suivants du Code du travail et ne peuvent encourir de critiques aux regards de ces textes ;

qu'en conséquence eu égard au fondement légal et réglementaire du régime de retraite propre au personnel de la SNCF, dont les relations de travail relèvent d'un statut réglementaire, Raymond HEHN n'est pas fondé à invoquer à l'appui de ses demandes la loi du 30 juillet 1987 et l'article L.122-14-13 du Code du travail en résultant, et pour ces motifs et ceux non contraires des premiers juges le jugement sera confirmé.

Considérant que ni l'équité ni des raisons économiques ne justifient de dispenser Raymond HEHN de l'application de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile.

PAR CES MOTIFS,

Confirme le jugement soumis à l'examen.

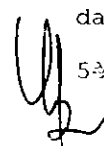

Condamne Raymond HEHN à payer à la SNCF 2.500 francs (DEUX MILLE CINQ CENTS FRANCS) en application de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile.

RG n° 30702/98

Ch. 22ème A

date 23/2/2000

5ème page

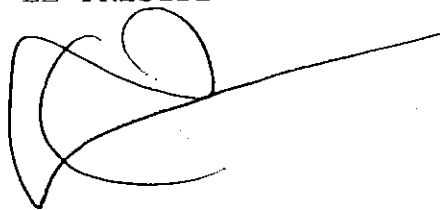
 

Condamne Raymond HEHN au paiement des dépens.

LE GREFFIER



LE PRESIDENT



POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le Greffier en Chef



RG n° 30702/98

Ch. 22ème A

date 23/2/2000

6ème page

